

Les élus enseignants (syndiqués au SNES-FSU ou sans étiquette syndicale), protestent contre la nouvelle série de suppressions de postes induite par la diminution de notre dotation horaire, alors que nos classes de secondes vont très probablement monter en effectifs et qu'une nouvelle classe de terminale va ouvrir à la rentrée 2011.

Nous protestons contre la fermeture de notre classe de CPGE (PCSI 1<sup>ère</sup> année) et la suppression de trois postes qu'elle entraîne. Nous protestons contre le mépris du Rectorat qui refuse d'entendre nos arguments lors de la réunion du comité technique paritaire et laisse sans réponse notre demande d'audience. Nous protestons contre la gifle infligée au bassin minier que constitue la fermeture de cette classe préparatoire de proximité, garante d'une politique de promotion sociale et d'une conception républicaine de la formation de nos élites.

Nous protestons contre la réforme du lycée qui permet désormais de surcharger les classes de 1<sup>ère</sup>, en y entassant 35 élèves dans un « tronc commun », sans tenir compte ni des spécificités des filières (L, ES, S), ni de celles du bassin de Lens et du nombre d'élèves boursiers. Quelle que soit la structure pédagogique du lycée l'année prochaine, nos moyens pédagogiques seront désormais calculés selon ce critère inique.

Nous protestons enfin contre les procédés mesquins et méprisants, consistant à majorer les services des enseignants d'une heure, soit : à travailler plus pour gagner moins... ce témoignage supplémentaire de mépris pour la profession, illustre s'il en était besoin, la haute estime qu'a notre gouvernement et ses serviteurs zélés, pour ceux qui assurent la formation de notre jeunesse.

Les élus enseignants appellent donc l'ensemble des membres du CA à voter « contre » la dotation insuffisante de moyens pour notre lycée et « contre » les suppressions de postes que cela induit ; ils appellent la direction de notre lycée à ne pas faire remonter le TRMD au rectorat dans les délais, signifiant ainsi notre colère et notre indignation.

Les élus enseignants au CA du lycée Condorcet de Lens.